

Arrêté préfectoral n° **25-2025-06-17-00006** du **17 JUIN 2025**  
portant mise en demeure à la Société SILOR, de respecter ses prescriptions au titre des  
installations classées pour son installation située sur la commune de Maîche

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants,  
L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la  
préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Madame VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du  
Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux  
installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la  
rubrique n° 2560 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux  
installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565  
(revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la  
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1345 du 29 mars 1989 autorisant la société Christian Bernard  
Diffusion à exploiter une installation de traitement de surfaces sur la commune de Maîche ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 14 septembre 2015 au profit de la société  
SILOR ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées du 15 mai 2025 transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement faisant suite à la visite du 5 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis le 15 mai 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant au projet d'arrêté préfectoral de mis en demeure susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1989 susvisé dispose qu'« un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprincklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Les débits minimaux à respecter sont de : 4 poteaux d'incendie normalisés NFC 31213 de diamètre chacun susceptible de délivrer un débit minimal de 500l/mn et une pression minimale de 1 bar en utilisation simultanée dont 3 à moins de 200 mètres de l'établissement et à moins de 400 mètres. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé dispose que « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

[...]

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres

maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) » ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 5 mai 2025 a mis en évidence que le site ne dispose pas des débits nécessaires aux distances requises pour la défense incendie extérieure de son site. Le débit de 90 m<sup>3</sup>/h pendant 2h à moins de 200 mètres de toutes ses installations (traitement de surface et travail mécanique des métaux) dont 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2h à moins de 100 mètres n'est pas assuré ;

CONSIDÉRANT que l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé dispose que « L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets. » ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 5 mai 2025 a mis en évidence l'absence que les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie dans l'usine de traitement de surface et l'installation de traitement des effluents aqueux (eaux d'extinction) ne sont pas collectées dans un dispositif de rétention adapté et correctement dimensionné et justifié ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.11 de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé dispose que « Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs » ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 5 mai 2025 a mis en évidence que le confinement des eaux d'extinction des activités de travail mécanique des métaux n'est pas assuré de manière opérationnelle (justificatif du dimensionnement à préciser, localisation de la vanne de confinement méconnue par l'exploitant, absence de procédure, absence de test, absence de formation, absence de signalisation) ;

CONSIDÉRANT que l'article 12.IV de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé dispose que « l'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :  
- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;



- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux » ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 5 mai 2025 a mis en évidence que l'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention ni de consignes en cas d'incendie/accident à destination des services de secours et de son personnel ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société SILOR de respecter les dispositions des articles 20.III et 12.IV de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ; et les dispositions de l'article 2.11 de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. - Objet**

La Société SILOR, exploitant une installation de traitement de surfaces et de travail mécanique des métaux sur la commune de Maîche, 1 rue Victor Mauvais, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté :

**1.1** - de respecter, dans un délai de cinq mois, les prescriptions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1989 susvisé et de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé relatifs à la défense extérieure contre l'incendie ;

**1.2** - de respecter, dans un délai de un an, les prescriptions de l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé relatif à la rétention des eaux d'extinction des installations de traitement de surface ;

**1.3** - de transmettre, dans un délai de trois mois, un plan d'action avec les mesures correctives prévues (dimensionnement, caractéristiques techniques...) pour respecter les dispositions de l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;

**1.4** - de respecter, dans un délai de quatre mois, les prescriptions de l'article 2.11 de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 susvisé relatif à la rétention des eaux d'extinction des installations de travail mécanique des métaux ;

1.5 – de respecter, dans un délai de quatre mois, les prescriptions de l'article 12.IV de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé relatif à l'organisation des secours ;

#### **ARTICLE 2 – Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7, L. 171-8 II et/ou R.541-3 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 3 – Notification et publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la Société SILOR.

#### **ARTICLE 4 – Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de BESANÇON (30, rue Charles Nodier, 25 000 Besançon) ou sur le site <https://www.telerecours.fr/>, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

#### **ARTICLE 5 – Exécution**

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune de MAICHE.

Le Préfet,

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLE X

